

MINUSCA

en action 

Bulletin d'information de la MINUSCA | NUMÉRO 042 | DU 1^{er} AU 15 FÉVRIER 2017



Photo UN / MINUSCA Archives

DES MAINS ROUGES CONTRE L'ENRÔLEMENT ET L'UTILISATION DES ENFANTS DANS LES GROUPES ARMÉS EN RCA



• LE PORTUGAL HONORÉ DE TRAVAILLER POUR LA SÉCURITÉ ET LA PAIX EN RCA, SELON SON PREMIER MINISTRE ANTÓNIO COSTA



• ROBUSTE INTERVENTION DE LA MINUSCA À BOCARANGA POUR ARRÊTER LES VIOLENCES



• POUR PLUS D'IMPLICATION DES FEMMES DANS LE PROCESSUS DDRR EN CENTRAFRIQUE

<https://minusca.unmissions.org>



SOMMAIRE

3

DES "MAINS ROUGES" CONTRE L'ENRÔLEMENT ET L'UTILISATION DES ENFANTS DANS LES GROUPES ARMÉS EN RCA

5

LE PORTUGAL HONORÉ DE TRAVAILLER POUR LA SÉCURITÉ ET LA PAIX EN RCA, SELON SON PREMIER MINISTRE ANTÓNIO COSTA

6

LA FORCE DE LA MINUSCA SE RÉORGANISE POUR UNE MEILLEURE RÉPONSE À LA PROBLÉMATIQUE DES GROUPES ARMÉS

7

ROBUSTE INTERVENTION DE LA MINUSCA À BOCARANGA POUR ARRÊTER LES VIOLENCES

8

DES BÂTIMENTS RÉHABILITÉS POUR L'ÉCOLE NATIONALE DE MAGISTRATURE

DIRECTEUR DE PUBLICATION :

Hervé Verhoosel

RÉDACTRICE EN CHEF :

Uwolowulakana Ikavi-Gbetanou

EQUIPE RÉDACTIONNELLE :

**Philippe D'Almeida, Ghislaine Atta,
Steve Reve Niko, Nadietou Daouda Zibilila**

PHOTOGRAPHIE :

Herve Serefio

MISE EN PAGE :

Francis Yabendji-Yoga

WEBMASTER

Francis Yabendji-Yoga

PRODUCTION :

**Unité Publication & MultiMedia Bureau de la
Communication et de l'Information Publique -
MINUSCA - CPIO 2017**





Photo UN / MINUSCA

DES “MAINS ROUGES” CONTRE L’ENRÔLEMENT ET L’UTILISATION DES ENFANTS DANS LES GROUPES ARMÉS EN RCA

Le 12 février de chaque année, des milliers de personnes à travers le monde, manifestent contre l’utilisation d’enfants soldats dans les guerres et conflits armés : c’est la Journée internationale de la Main Rouge.

Récemment sortie d’une violente crise de 2012 à 2015, la République centrafricaine, a vu des milliers d’enfants enrôlés dans les groupes armés parties au conflit. « Les enfants sont devenus des combattants, des travailleurs dans les carrières et les mines, des messagers, gardiens de bœufs pillés auprès des éleveurs, gestionnaires de barrages routiers, et pire, des esclaves sexuels », a dépeint le président du Parlement junior de Centrafrique, Christian Nzilkoe, qui s’exprimait au perchoir de l’hémicycle, le 13 février 2017 à Bangui, lors de la célébration officielle de la Journée internationale de la Main Rouge en RCA.

Au nom de ses collègues, le pré-

sident du Parlement junior a plaidé pour que soient enfin respectées les recommandations formulées par son institution, pour un mieux-être des enfants de Centrafrique. Il s’agit notamment « du non recrutement et utilisation des mineurs par les groupes armés ; du respect des engagements pris lors du Forum national de Bangui et de l’adoption d’une loi incriminant le recrutement et l’utilisation d’enfants soldats », a indiqué Christian Nzilkoe, à l’endroit de la classe dirigeante, des partenaires et bailleurs de fonds nationaux, régionaux et internationaux.

« Ceux qui recrutent des enfants soldats seront tôt ou tard traduits devant les tribunaux », a pour sa part, soutenu le directeur de la Division des Affaires politiques de la MINUSCA, Ray Virgilio Torres Flores, qui représentait le Chef de la Mission, Parfait Onanga-Anyanga. Il a, par ailleurs réitéré l’engagement constant des Nations Unies et en particulier de la MINUSCA à œuvrer pour que plus aucun enfant

ne soit compté dans les rangs des groupes armés en RCA.

A l’instar de Bangui, Berberati a également célébré la journée internationale de la Main Rouge. La cérémonie s’est tenue à l’école Djamballa au quartier Potopoto, en présence des autorités locales, des responsables des établissements scolaires de la ville, des ONG de défense des droits des enfants, des parents d’enlèves, des médias locaux, de la MINUSCA et des écoliers et lycéens. Au menu, une séance de sensibilisation sur le méfait du recrutement et de l’utilisation des enfants soldats, des sketches et jeux concours, ainsi que des appels des leaders d’opinions et des officiels de la ville.

Rappelons que de janvier 2014 à ce jour, les Nations Unies ont procédé à la libération de 8.239 enfants des rangs des groupes armés en République centrafricaine. L’organisation estime à environ 250.000, le nombre d’enfants utilisés en tant que soldats dans le monde ■

EN BREF

■ LES REPRÉSENTANTS SPÉCIAUX DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DES NATIONS UNIES POUR L'AFRIQUE CENTRALE, Louncény Fall, et en RCA, Parfait Onanga-Anyanga, ont appelé, le 2 février 2017, à la cessation immédiate des hostilités entre la coalition dirigée par le Front Populaire pour la Renaissance de Centrafrique (FPRC) et le Mouvement pour l'Unité et la Paix en Centrafrique (UPC) dans les préfectures de la Ouaka (Centre) et de la Haute Kotto (Est). Les deux responsables ont, par ailleurs, affirmé qu'il est impérieux que cessent ces affrontements qui ont trop duré et ont surtout affecté les populations civiles, en causant de nombreuses pertes en vies humaines et des milliers de déplacés.

Le 2 février 2017, à la cessation immédiate des hostilités entre la coalition dirigée par le Front Populaire pour la Renaissance de Centrafrique (FPRC) et le Mouvement pour l'Unité et la Paix en Centrafrique (UPC) dans les préfectures de la Ouaka (Centre) et de la Haute Kotto (Est). Les deux responsables ont, par ailleurs, affirmé qu'il est impérieux que cessent ces affrontements qui ont trop duré et ont surtout affecté les populations civiles, en causant de nombreuses pertes en vies humaines et des milliers de déplacés.

■ **LA MINUSCA A INITIÉ**, début février, des rencontres entre les maires du cinquième arrondissement de Bangui et des arrondissements limitrophes, les chefs de quartier, les communautés et la MINUSCA pour faciliter le retour des déplacés au quartier Kilomètre 5, dans le troisième arrondissement de la capitale. Deux semaines auparavant, la MINUSCA avait apporté son appui aux acteurs locaux pour sensibiliser les communautés afin de permettre la libre circulation et le retour des communautés chrétienne et musulmane au PK5 et dans les arrondissements limitrophes.

■ **DANS LE CADRE DES ACTIVITÉS LIÉES** à la restauration de l'autorité de l'État et à la sécurisation, la Force de la MINUSCA a escorté environ 1.200 véhicules, entre le 1er et le 8 février 2017, sur les trois principaux axes

routiers, soit 1.157 sur l'axe 1 (Bangui-Bouar), sur l'axe 2 (Bangui-Kaga Bandoro-Kabo) enfin 68 sur l'axe 3 (Bangui-Sibut-Bria).

■ **DANS LE CADRE DE LA POLICE DE PROXIMITÉ**, une journée de salubrité a été organisée, le 4 février 2017, au marché de Boy-Rabe, dans quatrième arrondissement de Bangui. L'activité, qui a également été reprise le 11 février 2017, avait pour objectif d'assainir l'environnement, lutter contre certaines maladies liées à l'hygiène comme le choléra et le paludisme.

■ **CONCERNANT LA GUERRE OUVERTE ENTRE FACTIONS EX-SELEKA DANS LA OUKA**, le Commandant de la Force de la MINUSCA, le Général Balla Keita, a entrepris de communiquer clairement aux deux belligérants la nécessité de s'abstenir de porter la guerre sur Bambari pour préserver la vie des populations civiles innocentes.

■ **DANS LE CADRE DE SON MANDAT DE PROTECTION DES CIVILS**, la MINUSCA a arrêté l'avancée et la menace d'éléments de la coalition du FPRC, afin d'éviter une confrontation dans Bambari qui aurait des conséquences dramatiques pour les populations civiles déjà traumatisées. Un hélicoptère de la Force est intervenu dans l'après-midi du 11 février 2017, alors que les éléments de la coalition FPRC se trouvaient dans une zone inhabitée près de la localité de Ngawa 1 (12 km à l'est d'Ippy) ■

LE SAVIEZ-VOUS ?

La MINUSCA compte 52 agents de liaison communautaire déployés dans 35 localités des 16 préfectures du pays. Ils sont le lien entre les communautés, les autorités locales et la Force de la Mission. Il s'agit de citoyens centrafricains qui travaillent pour la MINUSCA pour essayer de trouver des réponses aux problèmes des Centrafricains ■



LE PORTUGAL HONORÉ DE TRAVAILLER POUR LA SÉCURITÉ ET LA PAIX EN RCA, SELON SON PREMIER MINISTRE ANTÓNIO COSTA

Photos UN / MINUSCA



En mission de travail, le 13 février 2017 à Bangui, le Premier ministre du Portugal, António Costa, a visité la force spéciale portugaise déployée au sein de la MINUSCA en janvier 2017. Il a fait part de l'honneur pour son pays de travailler avec les Nations Unies en vue de la paix, la sécurité et la reconstruction de l'État en République centrafricaine.

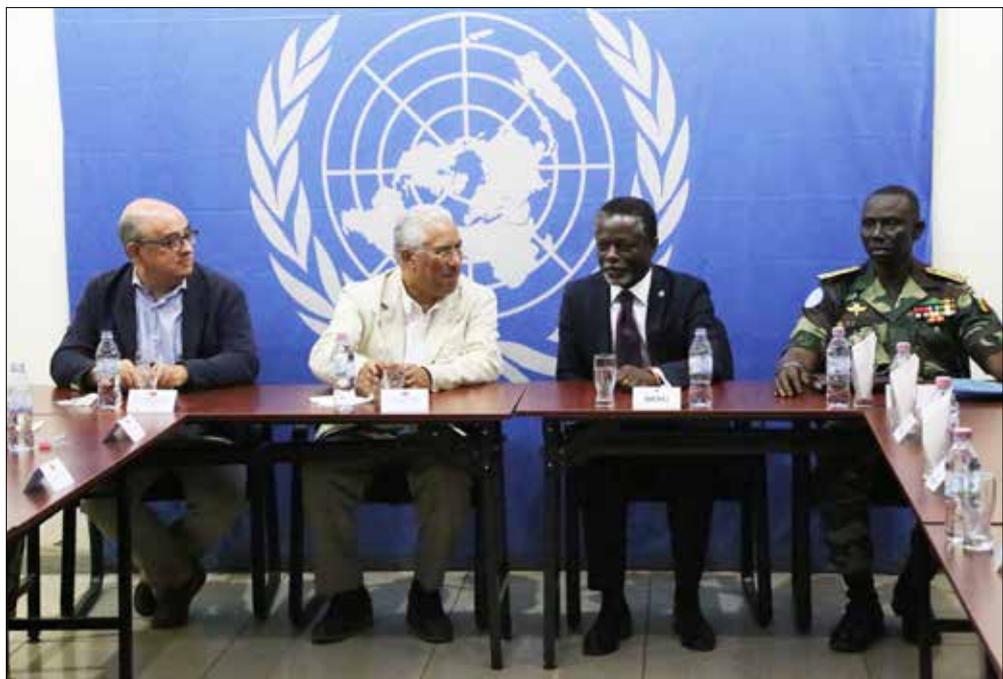
Cette mission a été l'occasion pour M. Costa de rassurer de la disponibilité de son pays à aider la Centrafrique à retrouver le chemin de la paix et du développement durable. "La force portugaise est en RCA depuis un mois et prête à développer toutes les missions prévues par le commandement de la MINUSCA", a-t-il dit.

Le Premier ministre portugais a, par ailleurs, rencontré le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies en RCA, Parfait Onanga-Anyanga, et le Commandant de la Force de la

MINUSCA, le Général Balla Kéïta, avant d'être reçu par le Président de la République, Faustin Archange Touadéra.

"Le Portugal travaille aussi au sein de la mission technique de l'Union européenne pour la formation des Forces armées cen-

trafricaines (FACA). Donc, nous étions pleinement engagés vis-à-vis du pays. Je viens aussi auprès des autorités politiques du pays pour souligner notre engagement dans le développement de la RCA", a conclu le Premier ministre portugais ■



LA FORCE DE LA MINUSCA SE RÉORGANISE POUR UNE MEILLEURE RÉPONSE À LA PROBLÉMATIQUE DES GROUPES ARMÉS

Photo UN / MINUSCA / Dispositif sécuritaire - Bambari



Le redéploiement de la Force de la MINUSCA, en cours sur le territoire de la République centrafricaine constitue une réponse à la présence et à la menace des groupes armés, a indiqué, le 1^{er} février 2017, le Commandant de la Force, le Général Balla Kéita, au cours d'échanges avec la presse au quartier-général de la Mission.

Le Général Kéita a précisé que même si des bases opérationnelles temporaires sont fermées dans le cadre de cette opération, la Force de la MINUSCA restera présente pour protéger les populations civiles. « Nous ne laissons personne. Nous avons seulement changé de mode d'action pour être plus efficaces face aux groupes armés et mieux protéger les populations », a-t-il dit.

« Avant, nos troupes étaient disposées un peu partout sur le territoire avec des bases opérationnelles temporaires. Avec le mandat adopté en juillet 2016, il fallait regrouper et former une force consistante. Les commandants de secteurs pourront disposer chacun d'une réserve qu'ils pourront utiliser en cas de besoin », a ajouté le Commandant de la Force.

En plus de la concentration des forces, le redéploiement permettra « plus de mobilité, plus de flexibilité et une plus grande de réactivité ». En outre, la Force va augmenter ses points de contrôle et ses patrouilles, notamment sur de longues distances et pendant la nuit pour assurer la sécurité des populations, mais également réhabiliter des routes et des ponts pour faciliter la mobilité

des casques bleus.

Le Commandant de la Force a rappelé que la protection des civils reste au centre du mandat de la MINUSCA et que, dans ce cadre, la Mission ne permettra pas que la crise entre groupes armés dans la région de Bambari n'entraîne une guerre dans la ville qui « provoquerait des milliers de victimes civiles et de déplacés ». Quant aux groupes armés, le Général Keita a souligné que la MINUSCA continue à travailler pour les amener autour de la table et discuter dans le cadre du dialogue mis en place par les autorités. « On va continuer à communiquer avec les groupes armés. Pour ceux qui ne veulent pas dialoguer, nous trouverons d'autres moyens », a-t-il conclu ■

ROBUSTE INTERVENTION DE LA MINUSCA À BOCARANGA POUR ARRÊTER LES VIOLENCES

Photo UN / Archive / Photo de l'atteinte de la pleine capacité opérationnelle de la MINUSCA



Le 3 février 2017, les Casques bleus de la MINUSCA déployés à Bocaranga, dans la préfecture de l'Ouham Pende (Nord-est), sont intervenus pour arrêter les violences contre les populations civiles et les organisations humanitaires commises par les groupes armés. L'intervention impartiale des Casques bleus, suivie de patrouilles régulières, a permis le retour au calme dans la ville. La protection du camp de déplacés, de l'hôpital et des installations des ONG a été renforcée. Un hélicoptère de la Force de la MINUSCA a par ail-

leurs procédé au survol de Bocaranga la même journée.

Pour rappel, Bocaranga avait été, au matin du 2 février 2017, la cible d'attaques et de pillages, perpétrées par des éléments appartenant aux 3R (Retour, Réclamation et Réparation) et aux anti Balaka. Des centaines de personnes avaient fui le centre-ville, dont certaines pour se réfugier près de la base de la MINUSCA. Ces nouvelles violences, qui ont visé un site où étaient hébergées des personnes déplacées ainsi que les bâtiments d'organisations humanitaires, aggravent la vulnérabilité de populations ci-

viles déjà affectées par l'insécurité qui perdure dans la région de Kouï et Bocaranga. Conformément à son mandat, les casques bleus de la MINUSCA déployés à Bocaranga sont intervenus pour arrêter les violences et ont ouvert le feu contre les éléments des deux camps.

La MINUSCA a, par ailleurs, mis en garde les groupes armés contre toute forme de violence contre les populations civiles et les acteurs humanitaires, avant de leur rappeler leur responsabilité au regard du droit international humanitaire et des droits de l'homme ■

LE SAVIEZ-VOUS ?

On compte aujourd'hui environ 20.000 déplacés dans cette partie du pays. Le Commandant de la Force de la MINUSCA a, à cet égard, tracé des "lignes rouges" et en a informé les deux factions belligérantes ex-Seleka, à plusieurs reprises ■

DES BÂTIMENTS RÉHABILITÉS POUR L'ÉCOLE NATIONALE DE MAGISTRATURE



Photo UN / MINUSCA

Dans le cadre de son appui technique et logistique à l'École Nationale d'Administration et de Magistrature (ENAM), la section des affaires judiciaires et pénitentiaires de la MINUSCA, conjointement avec le PNUD, a procédé, le 1^{er} février 2017, à la remise officielle de bâtiments réhabilités (amphithéâtres, salle de conférence, bibliothèque, salle des archives, réfectoire) aux responsables de ladite institution. Ces derniers ont également eu droit à du mobilier, ainsi que d'un minibus et d'un lot d'ouvrages destinés à la bibliothèque.

Cette remise a été couplée à celle de l'ouverture officielle des ses-

sions de formation continue du personnel judiciaire et pénitentiaire de la République centrafricaine qui a lieu à Bangui du 23 janvier au 31 mars 2017.

D'un montant estimé à 658.548 dollars américains, cet appui vise à « renforcer l'ENAM tant dans sa capacité d'accueil que dans sa mission d'organisation des formations de qualité au personnel pénitentiaire et judiciaire actif en RCA », comme l'a souligné Boubacar Sidiki Koulibaly, Directeur-pays du PNUD, représentant les institutions partenaires du système des Nations Unies (PNUD et MINUSCA).

En prélude à cette action, la MINUSCA avait établi un diagnos-

tic de la situation de l'ENAM, en vue d'identifier ses besoins prioritaires. Ce diagnostic, qui s'est focalisé sur les aspects en rapport avec la formation et le renforcement des capacités des acteurs judiciaires (particulièrement les magistrats, les greffiers des juridictions et le personnel pénitentiaire), avait, par la suite, été présenté aux partenaires nationaux et internationaux au cours d'un atelier organisé en février 2016 dans le cadre du Projet conjoint d'appui à la lutte contre les violations des droits de l'homme et à la relance de la justice en Centrafrique ■

LE SAVIEZ-VOUS ?

Le Président de la République, Faustin Archange Touadéra, a signé, le 15 février 2017, le décret nommant Toussaint Muntazini, originaire de la République démocratique du Congo (RDC), en qualité de Procureur près la Cour pénale spéciale de la République centrafricaine ■

LES INSTRUCTEURS DE LA GENDARMERIE ET DE LA POLICE CENTRAFRICAINES REÇOIVENT LEUR ATTESTATION DE FORMATEURS

Une cinquantaine d'agents des forces de l'ordre, 25 policiers et 25 gendarmes, ont reçu, Le 14 février 2017, leur attestation de formateurs, à l'issue d'une session de 12 jours, à Bangui.

Cette formation, une initiative de la MINUSCA, visait à doter les Écoles nationales de Gendarmerie et de Police en instructeurs de qualités et «s'inscrit dans le cadre de la redynamisation des effectifs de la police et de la gendarmerie en RCA», comme l'a expliqué le coordonnateur du pilier Développement de la composante Police de la MINUSCA et formateur Calixte Codjo, avant d'ajouter que « ces agents formés vont être à leur tour, chargés de former les 500 policiers et gendarmes en cours de recrutement. »

« Nous sommes outillés et prêts à dispenser les différents modules aux nouveaux arrivants », a souligné l'adjudant Dan-Gom Serge Rufin, l'un des participants à la formation. Il a ajouté que « c'est une formation qui est très utile car il y va de la sécurité du pays ».

Le directeur de cabinet du ministre de l'Intérieur, de la Sécurité publique et de l'Administration du territoire, Jean Sosthène Dengbe, a, pour sa part, exhorté les éléments formés à être des modèles pour les nouveaux arrivants. «Vous contribuerez à façonner l'image des forces de sécurité de demain», a-t-il déclaré.

Rappelons que la RCA a lancé depuis le 1er février 2017, une campagne de recrutement de 500 policiers et gendarmes. Cette campagne prend fin le 28 février 2017 et les candidats retenus devront suivre une formation de mise à niveau avant de rejoindre leurs différentes affectations ■



Photo UN / MINUSCA

42 MILLIONS DE FCFA DE MATÉRIEL REMIS AU MINISTÈRE DE LA JUSTICE



Photo UN / MINUSCA / Archive

La MINUSCA et le PNUD ont remis mercredi un lot de matériel d'un coût global de 42.000.000 frs CFA au ministère de la Justice, dans le cadre d'un projet conjoint de lutte contre les violations des droits de l'homme et de relance du secteur de la Justice.

Le ministre de la Justice, des Droits de l'Homme, Garde des sceaux, Flavien Mbata, s'est réjoui de cet appui de la communauté internationale, le jour de la publication de décret de nomination du procureur de la Cour pénale spéciale, « décret qui marquera la volonté du Gouvernement à lutter contre l'impunité et les crimes graves qui ont été commis ».

Pour sa part, le chef adjoint de la section Justice de la MINUSCA, Fortuné Dako, a réitéré l'engagement et l'attachement que portent les Nations Unies au secteur depuis plus d'une décennie, en mettant en place plusieurs programmes pour développer le secteur de la justice.

« Pour les Nations Unies, il ne peut y avoir de paix sans une justice efficace et crédible et aussi sans la paix, il n'y a pas de développement, la justice est essentielle dans un pays pour le rétablissement et la consolidation de paix », a-t-il indiqué ■

DES FEMMES LEADERS RENFORCENT LEURS CAPACITÉS EN MATIÈRE DE JUSTICE TRANSITIONNELLE

Cinquante femmes leaders et membres de l'Association des Femmes des 16 préfectures ont pris part, les 9 et 10 février 2017 à Bangui, à un atelier sur la mise en place des mécanismes de la justice transitionnelle, organisé par la section des droits de l'homme de la MINUSCA. Le but était d'informer et sensibiliser les participantes sur le concept et susciter la contribution, à tous les niveaux, des femmes au

processus de réconciliation.

« A l'issue des travaux, les participantes ont pu mettre en place des stratégies leur permettant de peser efficacement sur les processus de réconciliation et de mise en place des mécanismes de justice transitionnelle en RCA », a expliqué l'officier des droits de l'homme de la MINUSCA, Pollock Ndonodji.

Les résolutions 2149, 2217 et 2301 du Conseil de sécurité des Nations Unies recommandent à la MINUS-

CA de renforcer par l'assistance technique, les capacités de l'appareil judiciaire et des institutions nationales de défense des droits de l'homme du pays et de contribuer aux efforts de réconciliation nationale. Le conseil de sécurité a souligné la nécessité urgente et impérieuse de mettre fin à l'impunité en RCA et de traduire en justice les auteurs de violations du droit international humanitaire et des droits de l'homme ■

POUR PLUS D'IMPLICATION DES FEMMES DANS LE PROCESSUS DDRR EN CENTRAFRIQUE

En vue de soutenir les efforts du gouvernement centrafricain à rétablir la sécurité et à restaurer l'autorité de l'État sur l'ensemble du territoire ainsi que la réconciliation nationale tels qu'exprimés dans la stratégie nationale de Désarmement, Démobilisation, Réintégration et Rapatriement (DDRR), ONUFEMMES, en collaboration avec la section DDRR de la MINUSCA et le gouvernement centrafricain, a organisé un séminaire du 6 au 10 février 2017, à Bangui.

Une trentaine de participants dont les fonctions prédisposent à un rôle important dans le processus de planification stratégique et de mise en œuvre du programme DDRR en RCA ont été outillés sur « les impacts distinctifs des conflits sur les femmes en vue de susciter l'intérêt quant à la prise en compte des besoins spécifiques de la femme pendant le programme DDRR »,



Photo UN / MINUSCA

comme l'a expliqué l'expert en genre et DDR à ONUFEMMES, Aggée Mugabe.

Les présentations ont révélé à quel point les centrafricaines avaient été affectées par la récente crise sécuritaire : en moins de 12 mois, 29.800 femmes ont été victimes de viols et 630 ont été forcées au mariage en 2015. Le pourcentage des femmes abandonnées par leur mari

est évalué à 79%.

ONUFEMMES qui travaille pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, en partenariat avec la MINUSCA, appuie, à travers des actions de plaidoyer et de renforcement de capacité, le processus d'intégration de ces victimes souvent marginalisées, dans la planification et la mise en œuvre du programme DDRR ■

LA MINUSCA REND LES DERNIERS HONNEURS AU SOLDAT DE PREMIÈRE CLASSE BERNARD YANNICK NDONGO

Photo UN / MINUSCA



Le soldat de première classe du contingent camerounais de la MINUSCA, Ndongo Bernard Yannick, décédé, le 9 février 2017 à Bouca (Ouham-Pende), des suites de maladie, a reçu, ce mardi 14 février 2017, les derniers honneurs militaires, au cours d'une cérémonie funéraire tenue au quartier général de la MINUSCA.

Le Première classe Ndongo avait été appelé à servir sous la bannière des Nations Unies, au sein de la MINUSCA, le 30 août 2016.

Le Commandant du contingent camerounais de la MINUSCA, le Colonel Samih, a salué la mémoire d'un jeune soldat : « discipliné et travailleur. Sa jeunesse a apporté un peu de fraîcheur dans les rangs, lui qui était toujours joyeux. »

Pour le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies, Parfait Onanga-Anyanga, le départ brusque du Première classe Ndongo « nous rappelle combien le terrain des opérations est difficile. En plus des menaces de tous

ordres, la maladie n'est pas en reste », a-t-il déploré, avant de dire que « son sacrifice n'aura pas été vain. »

Éteint à l'âge de 24 ans, Ndongo Bernard Yannick était célibataire et sans enfants.

Cette cérémonie d'hommage a enregistré, outre la présence du Représentant spécial, celle de

l'ambassadeur de la République du Cameroun en RCA, Nicolas Nzoyoum, du Commandant de la Force de la MINUSCA, le Général Balla Keita, du Haut commandement de la Police de la Mission représenté par le Commissaire Souleymanou Ngamsou, ainsi que de nombreux personnels civils et militaires ■

Photo UN / MINUSCA





MINUSCA

EN LIGNE | ONLINE



Your one-stop source for news and information about Central African Republic and the UN. Available on smartphones

Votre site d'informations et d'analyses sur la Centrafrique et les Nations Unies. Disponible sur smartphones



Découvrez le nouveau site Internet de la Mission des Nations Unies en Centrafrique

Check out the new website of the UN Mission in the Central African Republic

<https://minusca.unmissions.org>

UN photo / Graphisme CPIO / MINUSCA

<https://facebook.com/minusca.unmissions>

https://twitter.com/UN_CAR

<https://www.flickr.com/photos/unminusca/>